



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Democratie>

Démocratie

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 879 - juin 1989 -

Date de mise en ligne : mercredi 13 mai 2009

Date de parution : juin 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dans la société, les besoins personnels ou corporatistes ne coïncident que sur certains points mais peuvent être le fondement du minimum d'organisation sociale destinée à assurer la vie en communauté. Ainsi de la paix, de l'aspiration à la sécurité, à la justice, à l'égalité politique et économique, aux libertés. Sinon les intérêts sont divers et souvent divergents, même quelquefois opposés. Si l'Etat est suffisamment fort pour les empêcher de s'exprimer, c'est le régime autoritaire qui peut aller jusqu'à la dictature, la tyrannie et le fascisme. S'il ne l'est pas ou plus, le conflit descend dans la rue, les manifestations sont permanentes, ce sera le désordre sanglant généralisé, la guerre civile. La moins mauvaise façon de se prémunir de ces dangers qui ait été découverte se nomme démocratie sous son appellation d'origine grecque. Les républiques latines, puis françaises ont essayé de mettre en œuvre ces principes. L'usage actuel utilise plutôt République comme nom propre : la première République a été fondée par la Convention le 21 septembre 1792, premier jour de l'an 1 de la révolution, tandis que le mot démocratie est alors réservé au sens commun.

Les défauts et les tares de la démocratie

Comme tout système moderne, la démocratie est l'objet d'attaques convergentes des extrêmes. Les droitières l'estiment trop tolérante ; ils la trouvent laxiste et inefficace. Les décisions prises après discussion sont trop tardives à leur gré. Ils n'admettent pas le principe égalitaire qui la caractérise : un humain = une voix. Cet axiome est en effet discutable. Comment comparer la voix autorisée de l'élite cultivée et celle, primaire, de l'ignorant ? Comme le critère objectif de mesure de la compétence n'a pas encore été découvert, l'égalité s'impose. D'autant plus que de nombreux exemples montrent qu'il est préférable de ne pas faire de distinction : "... Les hommes (et aussi les femmes ...) naissent et demeurent libres et égaux en droit..". Les suffrages par ordre de l'ancien régime et censitaire du Second Empire ont fait faillite à cause de leur injustice manifeste.

Les gauchistes iraient, à l'inverse, vers l'élimination du riche ou même de l'homme de savoir. Les khmers rouges et les gardes rouges chinois ont été jusqu'à l'extermination physique massive. Ceux qui refusent toute autorité croient devoir repousser la démocratie alors qu'ils repoussent en réalité sa forme bourgeoise et capitaliste. En effet, en dehors des spontanés qui n'acceptent aucune organisation politique, la plupart des anarchistes se réclament soit du fédéralisme (Proudhon), soit de l'anarcho-syndicalisme (Bakounine) et souvent du mutualisme et du coopératisme. Ces différentes thèses sont compatibles avec la démocratie. Bien entendu, les critiques des formes perverses de la République ".. des copains et des coquins..", sur lesquelles tous s'accordent, sont légitimes. Le clientélisme, le truquage, le favoritisme, les pots-de-vin, le mandat impératif, les interventions, la publicité politique, les lobbies, les "retournements de veste", la politique-spectacle, l'affairisme, les détournements de fonds publics, etc... sont à proscrire. Ils sont souvent punis par la loi ; lorsqu'ils ne le sont pas explicitement, les citoyens devraient se prendre en charge et former des mouvements d'opinion afin d'exiger leur disparition. Ajoutons néanmoins que ces dépravations sont à l'image de celles de la société. Comment alors les faire disparaître entièrement ? Il faudrait pour cela des hommes parfaits... Comme nous recherchons un régime acceptable pour les humains tels qu'ils sont et non tels qu'ils devraient être, nous allons examiner quelques solutions qui nous indiqueront la direction à suivre.

La démocratie en action

Par rapport au suffrage indirect encore en usage pour le Sénat français, par exemple, les élections directes sont un progrès puisque le député élu est placé sous le contrôle de ses électeurs qui peuvent intervenir auprès de lui s'ils estiment qu'il ne respecte plus ses engagements. C'est la

démocratie représentative.

La justesse du scrutin, au sens de la justesse d'une balance, est aussi fonction du mode d'élection. Le plus juste est certes la représentation proportionnelle puisque les appartenances politiques des électeurs sont respectées. C'est la seule règle qui permet l'élection d'une assemblée figurant l'ensemble de la nation et ne lésant personne. Les autres scrutins ne permettent de désigner une majorité qu'en écrasant les minorités.

La démocratie électorale suppose l'existence de partis. Ceux de droite rassemblent les conservateurs et même les réactionnaires. Ceux de gauche, les réformateurs et les progressistes. Il n'est sûrement pas inutile de rappeler ces truismes au moment où les confusionnistes essaient de faire croire qu'il n'y a aucune différence entre la gauche et la droite. D'un côté, malgré les faiblesses, un léger espoir d'évolution subsiste ; de l'autre, aucune perspective ne se dessine. Un président de droite aurait-il initié ou même signé l'Appel de La Haye : "Notre pays, c'est la planète" ?

Le refus obstiné, la crispation sur des positions irréalistes, la politique du pire destinée à provoquer des révoltes aussi violentes qu'aphorèmes, ont montré leur inefficacité totale et restent uniquement des satisfactions pour certains esprits isolés.

Ces arguments, me semble-t-il, condamnent l'abstentionnisme et peut-être même le refus de choix, sauf exceptions. Les anti-partis, les au-dessus des partis, ceux qui sont ailleurs font en réalité un choix. La politique, c'est-à-dire les décisions concernant la vie de la communauté, se fait avec ou sans eux et peut-être contre eux. Ceux qui ne votent pas à gauche favorisent la droite et réciproquement. Il suffit de suivre avec un peu d'attention ou de lire les comptes rendus des débats de l'Assemblée Nationale pour qu'apparaissent nettement les intérêts représentés. Tout cela paraît évident ; et pourtant notre société serait beaucoup plus égalitaire si de nombreuses voix populaires ne s'élevaient pas à droite.

Les partis regroupent les personnes unies par les mêmes opinions et les mêmes tendances ; ils concourent à l'expression du suffrage universel qui caractérise la république. Le multipartisme est de règle dans les démocraties à l'occidentale mais Gorbatchev, sollicité de l'établir en URSS, vient de déclarer que, plus que cela, ce qu'il convenait de faire, c'est donner la parole au peuple. Comment le faire du mieux possible ? Là est toute la question.

La démocratie évolutive

Le suffrage direct est plus démocratique que le suffrage indirect, mais le système représentatif reste très imparfait. Les députés sont versatiles, ils oublient leur programme électoral et ont à prendre position sur des sujets qui n'ont pas été forcément débattus, ni même prévus. Les hommes politiques font carrière. Les plus connus deviennent des étoiles, ils perdent le contact avec les réalités de base. Jusqu'à maintenant leur activité nécessitait des compétences qui ne s'acquerraient qu'avec l'expérience. Tout cela est bien terminé. La "société civile" entre directement au gouvernement, les "jeunes" secouent le cocotier. De plus en plus de citoyens sont capables d'accéder aux plus hautes fonctions électorales. L'élitisme disparaît quand beaucoup accèdent au savoir.

Dès lors, il conviendrait d'instaurer

- la non-rééligibilité qui permettrait un véritable renouvellement du personnel et des projets. Dans la Grèce antique, la représentativité était réalisée non par des élections, mais par tirage au sort. Sans renoncer à l'élection qui constitue certainement un progrès par rapport au seul hasard, nous ferions bien de réfléchir aux rotations nécessaires des idées et des hommes.

- l'interdiction de tout cumul de mandats, afin que chaque élu puisse se consacrer vraiment à sa tâche et éviter ainsi l'absentéisme, plaie des assemblées délibératives à tous les échelons. Voilà des emplois que nos érudits recherchent tant. Une loi anticumul existe déjà, mais ce n'en est

qu'une caricature.

- Le référendum d'initiative populaire, comme en Suisse, afin d'engager une première étape vers l'élimination des intermédiaires entre les citoyens et les décisions qui les concernent. Les helvètes emploient les termes référendum et plébiscite sans distinction. En France, le plébiscite est plutôt ressenti comme une tentative de pression d'un chef d'Etat pour que le peuple lui manifeste sa confiance.

D'autre part, ce type de suffrage est prôné par le Front National. Est-ce des raisons pour en ignorer le caractère de progrès vers plus de démocratie ? Il suffit de le comparer avec le référendum actuel décidé par le Président de la République, sur proposition du gouvernement ou des deux assemblées et limité dans son domaine (article 11 de la Constitution du 4 octobre 1958) pour en discerner les avantages.

Ces propositions novatrices qui vont à l'encontre des idées reçues, des privilèges de certains et des habitudes de la classe politique dominante ne pourront évidemment être imposées que par une forte pression populaire. Cela nécessite une information et une culture que le corps électoral n'a peut-être pas encore obtenues, mais qu'il atteindra rapidement malgré les tentatives obscurantistes.

La démocratie directe

Aux débuts de la Cinquième République, Jacques Duboin avait pris parti contre la démocratie directe. C'était à l'époque où de Gaulle utilisait le référendum à sa guise et où il instaurait l'élection directe au suffrage universel du Président de la République. Notons que ces dispositions n'ont pas, c'est le moins qu'on puisse dire, défavorisé les progressistes. Peut-être, comme beaucoup d'entre-eux et d'entre-nous, Jacques Duboin a-t-il surestimé les tendances autoritaires du général et sous-estimé son esprit pragmatique et républicain. N'oublions pas pourtant qu'il aboutit à l'indépendance de l'Algérie au grand dam de ses compagnons réactionnaires et de son électorat conservateur. Quoiqu'il en soit, Jacques Duboin était fondé à se méfier du plébiscite, instrument de certains candidats au pouvoir absolu.

Nous l'avons remarqué, l'évolution vers plus de démocratie repose sur l'information complète et objective, ainsi que sur le niveau d'instruction ou de bon sens de l'électorat. Le temps est-il venu de court-circuiter tout système représentatif ? La technique informatique et télématique le permettrait. Les prémisses, sous la forme des sondages d'opinion, dont la fiabilité est suspecte, ne sont pas encourageantes. Il convient néanmoins de nuancer le jugement si l'on observe que les principales critiques portent sur la sélection de l'échantillon interrogé et sur le manque d'objectivité des questions posées. Des progrès rapides pourraient être faits dans ces deux domaines ; d'une part en interrogeant la totalité des électeurs, d'autre part en assurant un contrôle démocratique sur le texte de la question. Il ne fait donc pas de doute que le perfectionnement de la démocratie passe par la voie directe.

La démocratie économique

C'est évidemment au plan économique que le simple citoyen est le plus méprisé. Tous les rouages du capitalisme : banque, bourse, emprunts, placements, etc... sont orientés vers l'écrasement du financierement plus faible par le plus fort. La moralisation de ce régime, intrinsèquement pervers, est impossible, nous l'avons suffisamment démontré ici pour ne pas y insister. Il faut en changer. Remarquons seulement que ce changement nécessaire ne peut se faire que par étapes et au moyen d'une démocratie politique améliorée d'où l'intérêt des questions que nous venons de débattre.

Faut-il reprendre la discussion sur la création d'un parti abondanciste ? Jacques Duboin était contre, conservant un mauvais souvenir de l'incompréhension manifestée par ses collègues parlementaires. Nous n'en sommes plus au même point. Mais attention : toutes les tentatives de nos amis dans ce

sens ont échoué. Sommes-nous capables de faire mieux ?

La percée récente des verts en France constitue-t-elle un encouragement en ce sens ? Non et oui. La prise de conscience écologiste est certes un grand progrès vers la salubrité. Mais ... la magie voudrait que nous foncions au secours de la victoire et pourtant... la pauvreté de la pensée écologiste sur le plan politique est manifeste. Lorsque l'opinion aura constaté qu'il convient de produire en respectant l'environnement et l'équilibre physique, chimique, botanique, zoologique et biologique du globe, ce qui est purement technique, quel pas aura-t-elle fait ?

Il est désolant, c'est vrai, de voir que l'ensemble des partis ne se sont pas saisis plus tôt du problème écologique. Le niveau des hommes d'Etat est-il si bas ? Les mondialistes eux, bien avant les écologistes, il y a 17 ans précisément, l'avaient bien compris, par la voie de leurs représentants au Congrès des Peuples. Ils avaient compris aussi que les vraies questions sont : Qui décide ? A quel niveau géographique et de la société ? Qui paie ? Qui choisit les précautions à prendre ? Voilà des interrogations politiques, au sens le plus élevé du mot, sur lesquelles la seule écologie n'a pas de réponse.

Il faut vraiment que l'opinion soit désorientée, après avoir tenté des solutions à droite, au centre et à gauche, pour se réfugier sur cette fausse piste.

Mais après tout lorsqu'elle sera allée, vite, au bout de cette voie sans issue, peut-être se tournera-t-elle vers une autre idée ? Celle des abondancistes, qui seule envisage d'aller vers l'égalité économique en prenant en compte tous les progrès scientifiques, les ressources de la planète et son écologie, sans être obnubilée par la recherche du profit immédiat ?